

patrimoine.

patrimoine. **lorient.bzh**
Archives et patrimoine, ville d'art et d'histoire

- [Facebook](#)
- [Instagram](#)

[Billetterie](#)

- [Recherche](#)
- [Anita Conti](#)
- [Expositions](#)
- [Histoire](#)
- [Archives en ligne](#)
- [Images en ligne](#)
- [Incontournables](#)
- [Billetterie](#)

1. [Accueil](#)
2. [Histoire](#)
3. [Personnalités](#)
4. [J - K](#)
5. Jubier Prosper

Jubier Prosper

Marie-Antoine Prosper Jubier (1816 - 1877)
Conseiller municipal de Lorient 1870 - 1876

Prosper Jubier est né le 5 novembre 1816 à Lorient, de Jean, Marie Jubier, commerçant en vin, âgé de quarante-cinq ans et d'Anne, Louise Deval, âgée de 18 ans. Propriétaire de la terre de Tronchâteau à Cléguer dans le Morbihan, il épouse Marie, Léonie Brisson qui décède le 9 novembre 1841 à Paris dans le 5^e arrondissement. Il se remarie le 25 octobre 1847 à Cléguer (Morbihan) avec Adèle, Louise Vannier, âgée de vingt ans, rentière et fille de Philippe Vannier, ex grand mandarin de 1^e classe de la Cochinchine. Le 6 juin 1849, la naissance à Lorient de Georges, Félix, Auguste ravit les parents. Mais ce bonheur est de courte durée car Adèle décède le 4 mars 1858 à Lorient.

Le conseil municipal

Depuis de nombreuses années, Prosper Jubier, membre de la loge Nature et Philanthropie attend avec ses amis républicains, le moment favorable pour accéder au pouvoir. Il se présente avec succès aux élections municipales du 7 août 1870 sur la liste du cercle du commerce et est élu avec les républicains « historiques » : le médecin Marius Villers, les avocats Gustave Ratier, Edouard Beauvais et Ferdinand Fropier « hommes forts » de la nouvelle assemblée communale. Les événements se précipitent car le 2 septembre 1870, la défaite des armées françaises face aux troupes prussiennes à Sedan, provoque l'abdication de Napoléon III et la chute du Second Empire. Le 4 septembre, la République est proclamée et un gouvernement de Défense nationale prend en charge la destinée du pays. Malgré les efforts de Léon Gambetta, ministre de la Guerre et de l'Intérieur pour poursuivre la guerre et dégager Paris encerclé par les troupes prussiennes, un armistice est signé le 21 janvier 1871 avec le chancelier Otto von Bismarck. Les Français sont appelés aux urnes car l'ennemi exige de traiter avec les représentants incontestés du pays. Les élections du 8 février 1871 avec pour seul slogan la guerre ou la paix ramènent à l'Assemblée nationale une majorité de parlementaires monarchistes, désirant la paix. Le mécontentement des Parisiens est grand car à l'humiliation de la défaite, la capitulation est vécue comme une trahison. L'insurrection parisienne est inévitable « au nom du peuple, la Commune est proclamée. » Pendant ce temps, à Lorient, la vie reprend son cours et le chanoine Charil, curé-archiprêtre de la paroisse Saint-Louis, en profite pour célébrer en présence des autorités civiles et militaires, un service solennel pour le repos de l'âme de tous les soldats morts dans la guerre contre la Prusse. Ce moment de recueillement et de concorde ne va pas durer car la campagne des municipales promet d'être rude ! Le 30 avril 1871, Prosper Jubier est à nouveau candidat sur la liste de conciliation et de protestation en faveur de l'unité de la commune. Il s'agit, sous cette appellation « pompeuse », des candidats républicains qui sont tous élus ou réélus. Gustave Ratier, Edouard Beauvais, Évariste Aubin, Marius Villers, Louis Roche, Ferdinand Fropier et Prosper Jubier retrouvent le conseil municipal. Le 23 mai 1871, Edouard Beauvais est nommé maire^[1] de la ville. L'insurrection parisienne écrasée « après un siège de deux mois, après une lutte de huit jours » consolide le régime qui est capable de rétablir l'ordre. Quelques mois plus tard (14 août 1871) Prosper Jubier rappelle « au conseil municipal qu'il avait été décidé que le nom des enfants de Lorient morts pendant la guerre de 1870 seraient inscrits sur des tables de marbre placées dans le salon d'honneur de l'Hôtel de ville. À la suite de cette intervention, les élus décident de créer une commission spéciale comprenant MM. Prosper Jubier, Victor Caron et Gustave Ratier. Le 2 avril 1873, ce dernier se félicite du travail de la commission et décrit le projet retenu : « Une table en marbre noir, de granit de Kersanton avec dans la partie supérieure les armes de la ville gravée et une dédicace ainsi libellée - 1870-1871 - Aux enfants de Lorient morts en défendant le sol et l'honneur de la France - La partie inférieure divisée en deux colonnes destinées à recevoir les noms gravés dans l'ordre alphabétique. » Prosper Jubier est heureux de cette prochaine réalisation et attend l'inauguration de la stèle commémorative. Cette joie est ternie par le décès de son fils unique le 16 septembre 1873 à Lorient. Cette disparition l'anéantit malgré le réconfort et la présence de ses nombreux amis aux obsèques^[2] civiles. Le 20 septembre 1873, Le Courrier de Bretagne en quelques lignes décrit la cérémonie : « Jeudi (18) a eu lieu à Lorient un enterrement civil, celui d'un jeune homme de 23 ans, nommé Georges-Félix Jubier, écrivain de marine, fils de M. Jubier, conseiller municipal. Le corps a été porté directement au cimetière, sans l'assistance d'aucun prêtre. Seulement la bière était recouverte du drap mortuaire noir avec la large

croix blanche. Aucun discours n'a été prononcé. »

Une stèle commémorative

Le 27 janvier 1874, c'est le grand jour de l'inauguration de la stèle commémorative des morts de la guerre de 1870. « La grille de l'hôtel de ville ainsi que ses pilastres et l'arcade latérale dans laquelle est encadrée la plaque de marbre noir avaient été décorés de pavillons, de verdure et de faisceaux d'armes et une avenue de mâts vénitiens reliés par des guirlandes de feuillage, traversait la cour de la mairie et conduisait à l'entrée principale de l'édifice. » C'est un moment d'émotion pour les familles, les autorités civiles, militaires et religieuses et tout particulièrement pour les membres de la commission. Pendant toutes ces années, Prosper Jubier s'investit tout particulièrement dans les œuvres philanthropiques de la ville et est solidaire de ses collègues du conseil municipal qui souhaitent limiter la « prolifération » des écoles religieuses et développer principalement l'enseignement laïque car en dépit des efforts déployés afin de scolariser le plus grand nombre, la fréquentation scolaire reste insuffisante. La politique nationale vient troubler la « quiétude » municipale car le 24 mai 1873, le président de la république, Adolphe Thiers est renversé par la majorité monarchiste de l'Assemblée nationale et remplacé par le maréchal de Mac Mahon (1808-1893). Le changement est brutal car l'ordre moral devient le message du nouveau gouvernement. En quelques mois, l'église retrouve sa place, les enterrements civils sont réglementés, les fonctionnaires sont révoqués ou remplacés, les loges maçonniques[3] surveillées et les maires nommés par le pouvoir. Aussi, le 1^{er} mars 1874, Edouard Beauvais est « remercié » et remplacé par Ludovic Paulinier (1807-1885) nommé par le gouvernement de Mac Mahon. Gustave Ratier et l'ensemble des élus républicains sont outrés, ils regrettent la révocation de l'ancien maire, le républicain sage et sincère et rejettent le rétablissement de l'ordre moral. Par contre, le chanoine Charil de Ruillé, curé de la paroisse Saint-Louis est satisfait de la nomination du nouveau maire lequel semble plus accommodant que ses prédécesseurs. Le 22 août 1874, la visite du président de la République, le maréchal de Mac Mahon à Lorient et sa visite le lendemain à Sainte-Anne d'Auray où il assiste à la messe célébrée par monseigneur Bécel (1825-1897), renforce la détermination du clergé car pour le pouvoir « la reconquête religieuse de la société est importante, il faut soustraire le peuple aux mauvaises influences ! » Bien évidemment ce programme est rejeté par les républicains de la ville qui combattent un gouvernement qui nomme les maires, surveille l'université, place les instituteurs sous le contrôle des préfets et encourage le clergé. Le 15 novembre 1874, Le Journal du Morbihan demande aux citoyens de faire le bon choix lors des élections municipales prévues le 22 novembre 1874 : « En portant leurs suffrages exclusivement sur des catholiques, sans acception de nuances politiques, les électeurs ne peuvent pas se tromper : leurs choix ne sauraient être qu'excellents ; ils seront sûrs que les intérêts de la commune se trouveront sauvegardés. » Hélas, le souhait de la presse cléricale n'est pas suivi par les électeurs qui renouvellent leur confiance à l'équipe républicaine sortante.

La démission du conseil municipal

Les conseillers municipaux poursuivent le développement de la ville et tentent - sans succès - d'obtenir des autorités militaires, la suppression des fortifications qui corsètent la cité. Mais au fil des années, Lorient change et se modernise, la plus grande ville du Morbihan se veut à la pointe du progrès. L'éclairage au gaz des rues et l'alimentation en eau « bonne à boire » s'étendent et ravissent les 35 165 habitants. Prosper Jubier, profite de cette embellie

pour épouser le 8 mars 1876, à Lorient : Louise, Adéline Baranger, âgée de trente-quatre ans. Il est marié par son collègue et 1er adjoint de Lorient, Evariste Aubin et en présence de ses amis : Edouard Beauvais, Adolphe Rondeaux, Louis Roche et Louis Bodélio. Il se sent malade et le 5 avril 1876, il démissionne du conseil municipal de Lorient « pour me fixer désormais dans la commune de Cléguer, canton de Pont-Scorff. Ce changement de domicile m'oblige, bien malgré moi, à me séparer de mes anciens amis et collègues, que j'aime, que j'estime, et qui m'ont témoigné, dans le cours de mes fonctions, une indulgence et une sympathie dont je conserverai toujours le précieux souvenir.^[4] » Il quitte le conseil alors que son ami Edouard Beauvais retrouve le 8 août 1876 son poste de maire.

Enterré civilement

L'annonce de son décès, le 10 janvier 1877, à Cléguer dans le Morbihan, plonge ses nombreux amis dans la tristesse. Quelques « brèves » dans la presse locale et régionale font part de sa disparition : « Le parti démocratique vient de faire une grande perte, dans la personne de M. Prosper Jubier, ancien conseiller municipal de Lorient et propriétaire de la terre de Tronchâteau, en Cléguer. C'est là, qu'il s'était retiré pour raisons de santé. » Le 13 janvier 1877, Le Courrier de Bretagne remarque : « M. Jubier était un homme de bien et son excessive bienfaisance s'est, durant toute sa vie exercée indistinctement sur tous les malheureux qui avaient recours à elle, sans exception de partis. » Déplorant l'absence de la presse lorientaise à ses obsèques car « l'interruption momentanée de la seule feuille républicaine L'Impartial Lorientais rendant impossible toute insertion d'articles en dehors d'intérêts cléricaux ou de questions de propagande bonapartiste » ses amis contactent Le Phare de la Loire. Ce dernier ouvre ses colonnes et fait part le 15 janvier 1877, de la grande influence qui attendait le char funèbre sur le cours de Chazelles afin de l'escorter jusqu'au cimetière de Carnel à Lorient et publie le discours prononcé devant sa tombe : « Si l'on doit juger de la sincérité des regrets et des nombreuses sympathies que nous laissons après nous par le cortège d'amis qui nous accompagne jusqu'à notre dernière demeure, il est facile de se convaincre, en regardant autour de soi, que celui dont nous venons de fermer la tombe ne devait rencontrer ni tiédeur ni indifférence de la part de ceux qui ont pu l'apprécier. Nature aimante et généreuse, Prosper Jubier ne marchandait ni ses affections ni ses charités. Les sympathies qu'il s'était acquises et les nombreuses misères qu'il a soulagées en témoignent hautement. Il savait s'attirer les unes sans les solliciter et venait au secours des autres, sans ostentation et sans bruit, toujours avec ce sentiment de délicatesse qui double le mérite d'une bonne action. On eût pu croire, à la façon modeste dont il accomplissait tant d'actes de bienfaisance, qu'il s'acquittait d'un devoir plutôt qu'il n'accomplissait tout simplement une œuvre méritante. Comme homme politique, celui dont nous déplorons la perte fut la personnification la plus complète du dévouement absolu, acceptant toute abnégation sans arrière-pensée. Acquis depuis nombre d'années à la cause démocratique, Jubier consacra toute son intelligence et son temps au triomphe de principes devenus pour lui non l'objet d'un calcul, mais le résultat de convictions fermement arrêtées et jamais démenties. Ceux qui ont pu le voir à l'œuvre savent avec quel désintéressement constant, avec quelle persistance de zèle il employait à la défense du parti auquel il appartenait de corps et d'âme, toute son activité, une partie de ses ressources personnelles, et cette ardeur du devoir dont n'a pu avoir raison, même un seul instant, la maladie contre laquelle il lutta longtemps. Jusqu'à la dernière heure, ce courageux vétéran du grand parti voué au maintien des libertés conquises a eu à cœur de rester sur la brèche pour y veiller lui-même à la défense de son drapeau. Si jamais un semblable dévouement, bien fait pour

recommander un homme à la reconnaissance éternelle d'un pays, dût trouver un autre sentiment pour l'égaliser, certes ce fut la modestie qu'il apportait dans une lutte dont il n'eut jamais la pensée d'appliquer à son profit les succès auxquels il travaillait ardemment dans l'intérêt de ses coreligionnaires. C'était sur eux seuls qu'il fondait ses espérances pour affirmer le triomphe d'une cause à laquelle se rattachaient toutes les aspirations de son cœur. Si nous rappelons, devant cette tombe ouverte, les services incontestables rendus au parti démocratique par celui qui va l'occuper, c'est que nous tenons à constater que les nombreux amis politiques qui nous entourent sont la preuve que ces services ne sont ni méconnus, ni oubliés. C'est là, le dernier hommage que nous lui aurons rendu. Ici, Messieurs, doit s'arrêter notre tâche. Nous avons pu nous croire le droit de juger l'homme ; nous ne reconnaissons qu'à Dieu celui de juger le libre-penseur. » Il est inhumé au cimetière de Carnel à Lorient. Carré 35 - Tombe n° 78. Le 13 mars 1899, la ville de Lorient attribue à une rue de la ville située dans le quartier de Kerentrech, le nom de Prosper-Jubier. Pour le rapporteur de la commission le docteur Joseph Roux : « M. Jubier aura attendu longtemps cet hommage de ses concitoyens, mais il sera désormais le voisin de son ami et compagnon de lutte, M. Roche. » Archives de Lorient -1D86

[1] Par arrêté du Président du conseil des ministres, chef du pouvoir exécutif, en date du 14 mai 1871, rendu sur proposition du ministre de l'Intérieur, sont nommés : Maire de Lorient : M. Beauvais. Adjoints : Aubin Evariste, Fropier Ferdinand et adjoint pour Kerentrech, Jean Faure.

[2] Le 30 mars 1874, il perd son frère Félix, âgé de 57 ans, ancien maire de Cléguer dans le Morbihan sous le gouvernement de défense nationale.

[3] Les francs-maçons lorientais (Ratier, Beauvais, Villers, Rondeaux, Jubier...) - en grand nombre - au conseil municipal sont également surveillés et la loge maçonnique lorientaise « *Nature et philanthropie* » à laquelle ils appartiennent est « suspectée » par la préfecture de propagande politique et socialiste.

[4] Conseil municipal de Lorient. Le 9 mai 1876. Archives de Lorient -1D27.



Horaires d'ouverture des Archives

Hôtel Gabriel

La salle de lecture des Archives municipales est ouverte, sur rendez-vous uniquement,

du mardi au jeudi après-midi, de 14h à 17h.

02 97 02 23 29 - archives@lorient.bzh

[Contacter le Patrimoine](#)

[Contacter les Archives municipales](#)

Kiosque



© 2018 - Site officiel des Archives et du patrimoine de la Ville de Lorient

- [Plan du site](#)
- [Données personnelles](#)
- [Mentions légales](#)
- [Contact](#)

- [Imprimer](#)

- [PDF](#)
- [Partager](#)
[FacebookTwitterAddthis](#)

[Retour en haut](#)